

- **Nom**  
Even
- **Prénom**  
Armelle
- **Adresse**  
20 rue Albert Einstein, 69100 Villeurbanne FRANCE
- **Raison sociale**  
CUID (CULTure et IDentité européenne)

### **Informations pratiques**

- **Intitulé de l'activité**  
Quelle Europe pour demain?
- **Description de l'activité**  
Débat citoyen autour des enjeux de l'Union Européenne
- **Date et heure**  
mercredi 24 octobre de 19H30 à 20H30
- **Lieu**  
Amphitéâtre Emilie Châtelet, Bibliothèque Marie Curie, INSA de Lyon
- **Nombre de participants**  
75
- **Catégories de publics présents**  
Etudiants et enseignants du supérieur

- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**  
Audrey Soria, consultante affaires européennes.

## Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**  
Développement durable/ écologie, immigration/ crise des réfugiés, renouvellement du Parlement Européen (élections du 26 mai 2019).

- **Questions / attentes / problèmes soulevés**

Afin d'initier l'événement, le CUID a mis en place un sondage sur le campus, à la fois en version papier et en ligne, auquel 285 personnes ont répondu. Les résultats furent les suivants :

Savez-vous que le parlement européen va être renouvelé l'année prochaine?

oui: 58%

non: 41,3%

autre: 0,7%

Comptez-vous aller voter aux élections européennes du 26 Mai 2019 ?

oui: 72,6% (207 personnes)

non: 16,8% (48 personnes)

autres: 10,6% (29 personnes)

Quel est selon vous le principal atout/mérite de l'Union Européenne ?

espace Schengen: 41,3%

paix et sécurité: 18,2%

échanges commerciaux: 9,1%

erasmus: 7,7%

démocratie: 6,3%

l'euro: 4,2%

qualité de vie: 4,2%

autre: 9%

Quel est selon vous le défi principal auquel est confrontée l'Union Européenne ?

Développement durable/Écologie: 26,7% (76 personnes)

Immigration: 23,2% (66 personnes)

Cohésion: 18,9% (54 personnes)

Autres: 16,1% (46 personnes)

Économie: 6,3% (18 personnes)

Identité: 6% (17 personnes)  
Education: 2,8% (8 personnes)

Êtes vous européen:

oui: 89%

non: 11%

A propos de l'immigration :

Le premier problème soulevé (propre à l'Union Européenne de manière générale) est un sentiment général de distance entre les échelons de gouvernance. Les participants semblent s'accorder sur le fait que plus l'échelon de pouvoir est élevé, plus les intérêts semblent différents de ceux des citoyens.

Par exemple, une attente concerne les restrictions et le cadre légal autour de l'accueil des réfugiés et migrants. Les participants souhaitent que l'accueil de ces personnes soit possible sous l'initiative citoyenne sans transgresser la loi (souhait d'un assouplissement du cadre légal, consensus autour d'une réglementation plus humaine).

En lien avec les attentes sur l'immigration, les participants ont relevé l'importance d'organiser des rassemblements et des actions citoyennes officiellement reconnus (sous la forme du présent débat) afin de lutter contre le despotisme et de rester vigilant face à la montée du populisme en Europe, par exemple en Italie, où l'objectif actuel du pouvoir conservateur est de bloquer l'immigration en fermant les frontières.

A propos du développement durable :

De nombreux participants sont inquiets au sujet de la place actuelle de l'environnement au sein de l'UE. Il apparaît pour beaucoup que le développement durable ne soit clairement pas le but premier de l'Union, comme en témoigne l'interdiction repoussée du glyphosate.

De plus, certains participants déplorent le fait que l'écologie soit bien souvent traitée comme un sujet à part, alors que tout est entremêlé.

Le débat concernant le développement durable s'est ensuite centré sur la question : l'écologie doit-elle être d'abord imposée par les institutions européennes ou bien doit-elle venir de l'initiative citoyenne pour être menée à bien ?

Enfin, une dernière attente évoquée plusieurs fois par les participants concernant le développement durable était le souhait d'une plus grande sensibilisation écologique de la part des institutions européennes.

A propos du contact citoyen/UE :

Les participants ont déploré le manque d'implication des gens dans l'UE ; et ont donc essayé de réfléchir à des moyens permettant d'améliorer la participation. Ceci révèle une autre attente des participants : ils aimeraient que l'Union Européenne soit plus présente dans la vie

quotidienne.

- **Pistes de proposition formulées**

En piste de réponse/proposition face aux attentes au sujet de l'immigration, un exemple d'actualité a été abordé: l'arrestation du maire de la ville de Riace en Italie, Domenico Lucano, en raison de sa politique d'accueil de migrants clandestins. Des points positifs de ses actions ont été soulevés par les participants, notamment l'idée de la diffusion d'une monnaie locale au bénéfice des migrants accueillis sur place. Lorsque les participants furent interrogés à main levée sur la légitimité des actes du maire, un peu plus de la moitié d'entre-eux estimaient qu'il avait eu raison d'agir ainsi tandis qu'une dizaine de personnes estimaient plus important de respecter le cadre légal devant toute initiative. Ceci témoigne du souhait d'assouplissement du cadre légal évoqué dans les attentes.

En piste de réponse/proposition face aux attentes au sujet du développement durable, il ressort essentiellement que l'UE doit servir d'outil puissant aux citoyens pour orienter petit à petit la priorité sur l'environnement. En effet, même si certains participants accusent l'UE de greenwashing, une majorité s'accorde sur le fait que toute petite mesure dans ce sens est bonne à prendre. Aussi sont rappelées (en tant que remarque positive) les exigences écologiques de l'UE, qui empêchent par exemple des pays comme le Monténégro, où la gestion des déchets est mauvaise, d'intégrer l'union. Au-delà des exigences minimum, des participants arguent que ce sont toutes les réglementations écologiques qui doivent être partagées, comme par exemple la consigne des bouteilles plastiques, propre à l'Allemagne pour le moment (initiative du pays). Néanmoins, des participants s'attachent à rappeler que même si l'on voit l'UE comme une entité supérieure, elle ne reste pas moins qu'un ensemble de citoyens, c'est pourquoi l'initiative doit être avant tout citoyenne. En effet, selon certains (participants très partagés sur ce point), le changement doit venir de la part des citoyens car les industries agissent en fonction de la demande (concernant par exemple les questions du tri des déchets, de la surconsommation de viande) ; les institutions s'adapteront à l'impulsion citoyenne. Cette vision a été contestée par d'autres participants, qui estiment qu'il est impératif qu'il y est des lois imposées initialement par l'UE pour inciter les citoyens, souvent pas assez sensibilisés aux actions vertes simples, à agir. En effet, beaucoup de participants se sentent concernés par le sentiment : « si je suis le seul à le faire, ça ne changera rien », d'où la nécessité d'action des institutions européennes. En revanche, les participants semblent converger sur plusieurs points pour mener à bien le développement durable : se débarrasser de l'influence des lobbys dans les sphères du pouvoir européen (lobby du Coca-Cola évoqué à travers les découvertes de l'émission Cash Investigation) ; renforcer l'information et la sensibilisation autour de l'écologie à l'initiative de l'UE (=nécessité de

plus de communication à ce sujet) ; et favoriser l'échelle locale, dont les initiatives doivent restées cependant suivies et encadrées par une Union Européenne plus présente au quotidien (par exemple pour que l'on assiste plus à l'INSA en fin d'année, lors de la vague de départ des résidences étudiantes, à la mise en place de bennes à ordures dépourvues de tri qui bafouent l'environnement).

Enfin, comme proposition évoquée concernant le contact citoyen/UE, les participants ont souligné à l'unanimité l'importance d'organiser régulièrement et un peu partout des événements et rassemblements à l'image de la présente consultation citoyenne. Pour inciter les gens à participer à l'UE, les participants ont soulevé l'importance d'intensifier la diffusion d'une éducation « européenne » au sein des citoyens. D'autres évoquent la nécessité d'élire une figure représentante pour représenter les intérêts de l'UE, un dirigeant en somme, qui aurait une place forte dans les décisions (un Président). En effet, les défenseurs de cette idée estiment que les citoyens pourraient de fait acquérir une vision plus européenne, et moins nationale.

Pour clôturer notre débat-conférence, Mme Soria a pris la parole afin de conclure :

Elle a insisté sur le fait que les institutions européennes sont en effet constituées d'Etats membres, eux-mêmes constitués de citoyens, soulignant le fait que les citoyens sont la force qui incite l'Union Européenne à adopter des réglementations plus « humaines » et plus « durables ». Elle a notamment affirmé que le développement durable devrait être perçu plutôt comme un moyen de protéger le marché européen et non pas comme un obstacle à la concurrence. En effet, l'Europe est capable, en tant que grand pôle innovant, de montrer l'exemple en matière de développement durable ; et ce sont notamment les ingénieurs de demain qui devront mener à bien cette tâche.

Par ailleurs, elle a fait deux remarques sur l'ambiguïté dans l'emploi de certains termes :

L'accent a d'abord été mis sur la nuance entre les termes « migrants » et « réfugiés », en affirmant que l'accueil des réfugiés faisait partie des valeurs humaines de l'Union Européenne. En effet, l'Union embrasse des valeurs fondamentales comme celle de la dignité humaine, qui font d'autant plus sens lorsqu'il s'agit de l'accueil de réfugiés de guerre. Il a été rappelé que là où il est possible d'appliquer des politiques de sélection concernant l'immigration économique, il est intolérable de refuser l'accueil de réfugiés de guerre.

Ensuite, l'intervenante a rappelé le fait que l'espace Schengen n'est pas seulement la libre circulation des personnes, mais correspond avant tout à la suppression des frontières intérieures entre les Etats qui en font partie tout en garantissant une protection renforcée aux frontières extérieures de cet espace.

Enfin, elle a rappelé que le but d'une consultation était que les participants parlent, animent le débat, ce qui fut bel et bien le cas. Mme

Soria s'est réjouie de sa courte intervention, au profit d'un plus long temps de parole alloué aux participants.